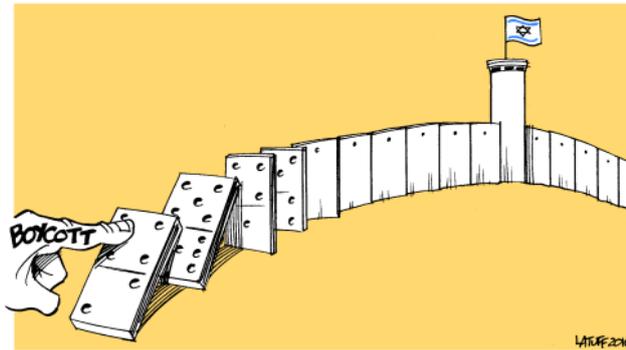




Assemblée Générale du 1er juin 2016 – Rapport moral et d'orientation



"Oui, je parle des boycotts et des sanctions qui sont largement préférables aux bains de sang. C'est la vérité, même si elle est amère. Les Etats-Unis et l'Europe se sont suffisamment prosternés devant Israël. Et sans aucun résultat, malheureusement. Dorénavant le monde doit adopter un autre langage, qui sera peut-être compris. Après tout, Israël a prouvé plus d'une fois que le langage de la force et des sanctions est son langage préféré". Gidéon Lévy

Palestine : toujours !

L'amputation du territoire palestinien se poursuit inexorablement en Cisjordanie, morcelant et annexant toujours plus.

Gaza devient chaque jour plus inhabitable tant la vie y devient d'une extrême fragilité ; le bien précieux qu'est l'eau est impropre à la consommation, l'électricité rare.... La Palestine s'enfoncé chaque jour dans un « *no future* » préoccupant.

Dans ce contexte « *l'intifada des couteaux* » rappelle que la jeunesse palestinienne n'en peut plus de l'occupation et du manque de perspectives d'une situation chaque jour plus dure. La réponse israélienne est bien connue : répression, emprisonnements accrus et exécutions extra judiciaires, autres termes pour meurtre de sang-froid.

Ainsi lorsqu'un soldat franco israélien exécute le 24 mars dernier à Hébron, Abed al-Fattah Yusri al-Sharif, d'un tir en pleine tête alors qu'il gisait sur le sol, cet événement filmé révèle une fois de plus ce que nous savons, le peu de cas qui est fait de la vie humaine lorsqu'elle est palestinienne. La suite ne constitue pas une surprise, le soldat est mis seulement aux arrêts dans sa caserne, en attendant son procès et est soutenu par une majorité de la population et nombre de responsables politiques. Comme l'indique Gidéon Lévy : "*Jamais tant de personnes n'ont acclamé un assassin aussi méprisable* dans l'histoire des Forces de défense israéliennes" Ainsi Israël montre une fois de plus son inclination vers une politique en voie de fascisation. La bonne nouvelle, elles sont rares dans cette partie du Monde, vient de la nervosité du camp israélien face à BDS qualifié de menace stratégique par l'Etat colonial.

Face à la politique du rouleau compresseur israélien, le camp palestinien reste divisé. Plus grave « l'Autorité Palestinienne » joue de plus en plus le rôle de suppléant de l'occupant israélien. La coopération sécuritaire, voire la répression à l'encontre des militants palestiniens (notamment du HAMAS et du FPLP) marque « l'Autorité Palestinienne » du sceau de la collaboration. Selon un récent sondage du « *Palestinian Center for Policy and Survey Research (PCPSR)* », 64 pour cent de l'opinion publique palestinienne veut qu'Abbas démissionne ; 65 pour cent de la population palestinienne est opposée à la coordination sécuritaire avec Israël, alors que 60 pour cent des Palestiniens soutiennent une Intifada armée et croient que la lutte armée aiderait les Palestiniens à réaliser leurs droits nationaux là où les négociations ont échoué.

Le contexte français

Le gouvernement actuel a dépassé tout ce que nous pouvions craindre et détient le triste record du gouvernement le plus aligné sur la politique Israélienne, ce qui, après l'ère Sarkozy, est pour le moins extravagant !., Le « chant d'amour » de Hollande à Israël et l'indéfectible soutien de Valls se sont concrétisés depuis plusieurs mois. Taiseux face à la colonisation et aux crimes israéliens, ce gouvernement s'est mis en chasse des militants de la campagne BDS. Le premier ministre ne manque pas une occasion de rappeler son aversion pour les citoyens qui défendent les droits des palestiniens. Il ne manque pas une occasion de se faire le relais servile de la politique israélienne. Valls et Hollande ont désormais leur rond de serviette au CRIF et autres officines de la politique israélienne.

L'offensive contre la campagne BDS est brutale et la France est, pour l'instant, très en pointe pour voler au secours de Netanyahu. Le contexte post attentats de novembre 2015 représente une opportunité pour les israéliens et leurs soutiens français de tenter tous les amalgames : terroristes/daech = antisémites = antisionistes...= BDS ! À ce titre, les israéliens ont l'expérience de l'utilisation des attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis pour tenter de réitérer cette opération de basse récupération comme nous l'avons déjà vu au moment des attentats contre Charlie Hebdo et l'hyper casher. Les victimes du terrorisme n'ont, à

l'évidence, pas mérité une telle instrumentalisation et récupération. Au-delà de la campagne BDS, l'atteinte aux libertés est patente dans la tentative de criminalisation des actions de boycott. Il faut rappeler avec force que, malgré l'offensive en cours contre BDS, le boycott n'est pas interdit et que nous entendons faire respecter ce droit citoyen.

Notre Collectif

Face au contexte national et international des plus lourds, notre Collectif a su garder le cap. Le contexte international n'est pas favorable. Face à la tragédie syrienne, à la déstabilisation et internationalisation du Proche et du Moyen Orient, il n'est pas toujours simple de rappeler l'impérieuse nécessité du règlement de la question palestinienne, reléguée souvent au second plan.

En France, la situation post attentat et l'état d'urgence restreignant les libertés publiques ne sont pas des éléments facilitateurs, loin s'en faut ! Malgré cela, nous avons pu maintenir un niveau très correcte de mobilisation : conférences, actions BDS, soutien au festival « Palestine en vue », manifestations importantes (GAZA plage...)...ont pu se dérouler avec succès tout au long de l'année (voir quelques rappels en image ci-joints), de même notre présence sur le front de la communication et sur les réseaux sociaux marquent une progression régulière (voir statistiques). Il faut également souligner le travail très important de rencontres avec les députés dans le cadre de la campagne "Made in illegality" Il est précieux, par ailleurs, que notre association regroupe l'ensemble des acteurs du soutien à la Palestine dans un esprit de concorde et de coopération loin des sectarismes et esprits de boutique nuisibles, nous pouvons être assez fière de cela.

Nous avons également participé et relayé les mobilisations contre l'Etat d'Urgence. À ce propos, rappelons notre décision d'engager un recours en annulation de l'arrêté préfectoral d'interdiction de notre manifestation devant l'Astrobal en janvier dernier.

Nos perspectives

Nous entendons poursuivre nos différents axes de mobilisation, avec la préoccupation d'élargir toujours plus, à l'ensemble de la société française. Nous pouvons reprendre et approfondir les axes déjà indiqués au cours de notre précédente assemblée générale.

Accentuer la campagne BDS

La bataille pour le droit au boycott tiendra encore une place particulière comme axe fort de mobilisation, car la campagne BDS représente la perspective de faire reculer Israël et de porter des coups à la politique de cet Etat, tant que le peuple palestinien n'aura pas recouvré ses droits légitimes, près de 70 ans après la Nakba. Les succès de BDS et l'affolement israélien sont des encouragements à poursuivre la mobilisation citoyenne. Nous devons élargir toujours plus la campagne BDS, comme réponse citoyenne aux impasses de la situation faite aux palestiniens. Nous entendons poursuivre cette campagne, l'élargir et également répondre aux attaques dont son l'objet les militants. Un large front de défense du boycott en France doit voir le jour.

Sur le fond, eu égard à la situation en Palestine

Nous maintenons que c'est aux Palestiniens de choisir leur stratégie. Le débat, quant aux moyens d'action, la stratégie pour y parvenir, appartiennent au peuple palestinien. Le mouvement de solidarité peut relayer ses interrogations et discussions, ce mouvement peut également être critique, mais il n'en demeure pas moins que c'est aux Palestiniens de trancher.

Maintenir un cap large de soutien

Les impasses de la situation actuelle, la violence faite aux palestiniens, la complicité des gouvernements incitent aux surenchères voire aux replis radicaux. C'est exactement le contraire que nous devons continuer de promouvoir : une ligne ouverte et non sectaire de soutien au peuple palestinien afin de poursuivre les explications et la construction d'un rapport de force favorable aux droits du peuple palestinien. Le gouvernement israélien surfe sur les peurs du terrorisme pour tenter d'assimiler la résistance palestinienne au dit terrorisme ; or nous avons la responsabilité de déconstruire ce discours.

Le renforcement du réseau institutionnel et politique

Les élites (politiques, journalistiques...) restent tétanisées dès lors qu'il s'agit de la Palestine et d'Israël. La prudence la plus extrême s'exprime même lorsque le gouvernement israélien promeut des actions et des thèses les plus extrêmes. Nous devons renforcer nos liens avec les institutions politiques afin de demander la fin du statut quo qui fait le jeu de l'occupant. Nous pouvons également nous fixer comme objectif de prendre langue avec des organisations afin de renforcer le camp de la solidarité : CIMADE, CCFD, Artisans du Monde, CGT, Confédération paysanne...

Permettre la présence des jeunes dans nos instances

Il est nécessaire que la jeunesse, si présente dans les mobilisations, ait toute sa place dans nos instances d'animation (CA...). Nous les appelons à prendre toute leur place dans la pérennisation de notre structure.

Renouveler nos moyens d'action

Si les formes, comme les manifestations, rassemblements, conférences... sont toujours pertinentes, il nous faut réfléchir à de nouveaux moyens de mobilisation, nous appuyant, entre autres, sur les réseaux sociaux.

Jérôme Faÿnel, Président et le Conseil d'Administration